

Rapporteur : M. BRUMM Richard

M. BRUMM Richard, rapporteur : Avis favorable de la Commission.

M. BROLIQUIER Denis : Monsieur le Maire, puisqu'il est question de syndicats dans cette délibération, je veux en profiter pour aborder la question du dialogue social dans notre ville ou plutôt du non dialogue social. Car le torchon brûle entre les syndicats et la ville. Le trop long épisode de la grève dans les cantines scolaires l'illustre bien.

Je viens d'entendre vos réponses. Elles montrent bien que ce problème est d'abord un problème social, avant même d'être un problème technique, avant même d'être un problème d'anticipation du nombre d'enfants qui déjeunent à la cantine.

Cela fait un peu plus d'un an, que les syndicats vous ont interpellé sur la question des cantines. Un an que l'Administration que vous dirigez a fait la sourde oreille. Vous avez laissé pourrir la situation. Le résultat, c'est que la Ville s'est embourbée dans une crise qui a duré près de quatre semaines.

Vous pensiez avoir calmé le jeu par un protocole d'accord signé le 18 octobre avec un seul syndicat. Peine perdue ! Les grèves ont repris de plus belle à la rentrée des vacances de la Toussaint. Le jour de la rentrée des vacances, 51 restaurants scolaires sur 125 étaient fermés, sans que les parents n'aient été vraiment informés. Le mouvement s'est même durci par la suite, avec 67 cantines closes le 5 novembre et même 72 cantines fermées le 8 novembre.

Nous avons assisté pendant ces longues semaines, à un festival de désorganisations et d'improvisations. C'est inadmissible parce que ce sont, au final, les familles qui ont trinqué.

Dans l'incapacité d'assurer le service, la Ville s'est défaussée sur les parents pour qui, ces dernières semaines, ont rimé avec « système D » et « régime sandwich » pour leurs enfants !

Les familles ont été ballotées au gré des portes closes des cantines et d'une mauvaise information. C'est irresponsable -je crois que le terme n'est pas trop fort !- de votre part, lorsque des parents ont été appelés parfois en milieu de matinée, pour venir récupérer leurs enfants à 11h20 !

Au total, c'est une absence d'anticipation, un défaut d'information, une organisation calamiteuse et un manque de considération des personnels et des parents, qui sont les causes de ce désordre qui va coûter cher à la Ville. Pour éteindre l'incendie, vous avez dû concéder dans l'urgence, un certain nombre de postes supplémentaires, 80 au final, dont la moitié à plein temps, puis mardi dernier, 1,5 M€ de primes supplémentaires.

Ce qui nous inquiète, c'est que la question des cantines n'est que la partie visible de l'iceberg. Il y a un malaise global et généralisé au sein du personnel municipal. Un « ras-le-bol » et un « manque réel de considération et de reconnaissance » s'expriment ici et là dans les milieux syndiqués du personnel de la Ville de Lyon, comme dans des milieux non syndiqués et peu habitués à râler d'habitude.

Je conclurai, Monsieur le Maire, en disant que cette crise sociale majeure que vous avez connue, est le résultat d'une gestion municipale « au fil de l'eau ». Ni votre Adjointe, ni vous, ne vous sentez concernés par cet aspect, pourtant incontournable, de la gestion de notre ville. C'est incontestablement une des grandes erreurs de vos deux mandats. Renouer les liens du dialogue social va être bien difficile après ces années d'errance. C'est pourtant une nécessité.

Les mesures prises dans l'urgence, sont une « rustine » et la vigilance affichée des syndicats, nous fait craindre de nouvelles difficultés dans les mois à venir, au niveau des personnels des cantines, mais aussi au niveau d'autres catégories. Il est plus que temps d'envisager le long terme dans les relations avec vos salariés !

On vous a déjà averti à plusieurs reprises au cours du premier mandat, on a déjà eu l'occasion d'en parler publiquement au cours du second mandat et on a l'impression que rien ne bouge de ce côté-là. On a l'impression que rien n'avance, nous, Opposition, comme les agents administratifs de la Ville de Lyon. Je le regrette.

Mme BALAS Laurence : Monsieur le Maire, la Ville de Lyon a choisi d'octroyer aux organisations syndicales du Rhône, des subventions ainsi que des locaux. Pourquoi pas ? Mais, il nous paraît aussi important d'établir un véritable dialogue avec ces organisations syndicales, plutôt que ces rapports conflictuels constants qui minent le climat social. Nous l'avons vu avec les cantines, avec le boycott des instances paritaires de la Ville, et aujourd'hui à l'entrée de cet hémicycle, avec les cadres de la Ville, qui eux aussi vous demandent un rendez-vous depuis le mois de juillet, et apparemment sans réponse !

M. LE MAIRE : Qui donc ? Qui me demande un rendez-vous ?

Mme BALAS Laurence : Les cadres de la Ville !

M. LE MAIRE : Je les ai vus la semaine dernière !

Mme BALAS Laurence : Ils ne s'en sont pas rendu compte alors !

Bref, toujours ce même manque de dialogue et nous souhaiterions aussi un peu plus de clarté dans les critères de répartition de ces subventions, même si elles sont assez faibles. Merci.

M. LE MAIRE : Je mets aux voix les conclusions de mon rapport. Il n'y a pas d'opposition ? Elles sont adoptées.

(Adopté.)